

“Le Soja contre la vie” une campagne pour dénoncer et réagir

1
2
3
4
5
6
F I C H E

En 35 ans, la production mondiale de soja a augmenté de 495 % ! De 44 millions de tonnes en 1970, elle est passée à 216 millions de tonnes en 2005, et la croissance continue, les prévisions tablent sur une demande de 303 millions de tonnes d'ici 2020... En lien direct avec l'explosion de l'élevage intensif et industriel, le soja est un nouvel avatar d'une agriculture hyper spécialisée et régionalisée, de plus en plus mondialisée.

Des conséquences dramatiques pour les communautés locales et l'environnement

Pour nous permettre de manger toujours plus de viande, la production de soja a explosé au Brésil et en Argentine ainsi que dans d'autres pays périphériques, le Paraguay, la Bolivie... En effet, associé aux céréales, le soja, très riche en protéines, permet une croissance rapide des animaux, dans un souci de diminution des coûts et des délais de production. Cette culture occupe de plus en plus de terres agricoles familiales, consommant les crédits, incitant à la déforestation massive des réserves naturelles (Amazonie, Cerrado – équivalent dans la zone tropicale du Brésil de la savane africaine) et réduisant à la misère les communautés rurales et les paysanneries familiales. De nombreuses violations des droits de l'homme sont perpétrées quotidiennement pour faciliter l'expansion de cette monoculture intensive et fortement mécanisée qui provoque en outre la disparition de milliers d'emplois agricoles. Les épandages massifs de produits chimiques nécessaires, en particulier lorsqu'il s'agit de soja génétiquement modifié (ce qui est le cas pour 95 % de la production de soja en Argentine et plus de 30 % au Brésil...) ont des conséquences sur la santé des populations environnantes.

En Amérique du Sud, des associations se mobilisent

Victimes de l'expansion du soja, de nombreuses associations sont activement engagées pour dénoncer cette expansion et promouvoir des alternatives. Parmi elles, une dizaine d'associations partenaires du CCFD au Brésil, en Argentine, au Paraguay et en Bolivie, des organisations paysannes, des mouvements de défense des peuples indigènes, des ong d'appui (voir liste au dos de la jaquette). Elles travaillent à la sensibilisation des petits producteurs sur les impacts négatifs de la monoculture du soja, à la recherche d'alternatives et de diversification par des modes de production biologiques, sans OGM ni utili-

sation d'engrais, dénoncent les violations des droits humains, interpellent le grand public, cherchent à rassembler des associations environnementalistes, des mouvements sociaux, de syndicats paysans et s'investissent dans le plaidoyer politique.

En France la campagne s'organise

Suite à cette interpellation des sociétés civiles sud-américaines, le CCFD, le réseau Cohérence, la Confédération paysanne, le GRET (Groupe de recherches et d'échanges technologiques) et le RAD (Réseau agriculture durable), lancent ensemble une campagne, en partenariat avec le CMR (Chrétiens dans le monde rural) et le MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne) et avec le soutien de 19 autres associations. La campagne vise à interpeller le public sur les conséquences négatives de la spécialisation des filières agricoles agro-industrielles et sur l'urgence de défendre des alternatives visant à ancrer le développement agricole dans une économie rurale vivante, dynamique et durable grâce à une agriculture diversifiée, une régulation plus forte des échanges agricoles et une protection des marchés agricoles sensibles.

Collecte de pétitions jusqu'en septembre 2006

Le public est invité à signer une pétition qui interpelle :

- Deux des plus grandes entreprises actrices de cette expansion pour qu'elles prennent en compte les conséquences de leurs activités.
- Le ministre des Finances pour qu'il veille à ce que la France n'approuve plus le financement des opérateurs de la filière par la SFI (Société financière internationale appartenant au groupe de la Banque mondiale).

Un danger pour les petits agriculteurs et pour l'environnement

1
2
3
4
5
6
FICHE

L'expansion de la culture du soja est un cauchemar pour les populations pauvres, causant l'expulsion violente de milliers de familles, et un drame pour leur environnement du fait de la déforestation et de la dégradation rapide et irréversible des sols arables et des milieux naturels...

Pousser dehors les indigènes et les petits paysans

En Argentine, au cours des cinq dernières années, les surfaces cultivées en soja ont progressé de 75 %, des augmentations similaires sont constatées au Brésil, en Bolivie, au Paraguay. Une expansion qui se poursuit. Au Brésil, le soja occupe déjà près de 47 % des terres cultivées en grains. Les petits paysans sont chassés de leurs terres par le vol délibéré, la falsification des titres de propriété ou l'occupation illégale des terres indigènes, comme ce fut le cas pour les Indiens Xavante dans le Mato Grosso. Ou encore par l'expropriation légalisée. Dans la commune de Araguatins, 300 000 ha de terres appartenant à l'État fédéral et occupées de longue date par des agriculteurs familiaux, ont été récupérées par l'État du Tocantins dans le but de les revendre à de grands propriétaires cultivant le soja.

Une justice qui ignore les plus pauvres

Alors que les communautés paysannes sont l'objet d'intimidations, d'expulsions, de violations de leurs droits, le système policier et judiciaire ne les défend pas suffisamment. Les intoxications dues aux épanchages toxiques et aux fumigations ont des conséquences graves et parfois mortelles pour les populations avoisinantes. Les plaintes sont peu ou pas suivies d'effets, les peines pas appliquées.

Environnement et biodiversité : l'or vert saigne la terre

La culture du soja contamine les eaux et fait courir des risques d'épuisement des réserves. Pour produire un kilo de soja, il faut compter entre 2 300 et 2 750 litres d'eau contre 1 400 à 3 600 litres pour le riz et 105 litres pour la tomate. Ces besoins favorisent le transfert d'eau vers des régions où elle se fait rare et chère et où son usage entre en compétition avec d'autres priorités. Par ailleurs, le soja épuise les terres : au Brésil, l'usage intensif des ter-

res du Cerrado provoque une érosion d'autant plus importante qu'il s'agit d'un milieu extrêmement fragile. Ces zones perdraient 10 kg de sol fertile par kg de grain produit.

De plus, il entraîne la déforestation : au Brésil, en 2002, 700 000 ha de forêt ont été détruits pour laisser place au soja, avec les impacts que l'on connaît sur le réchauffement climatique.

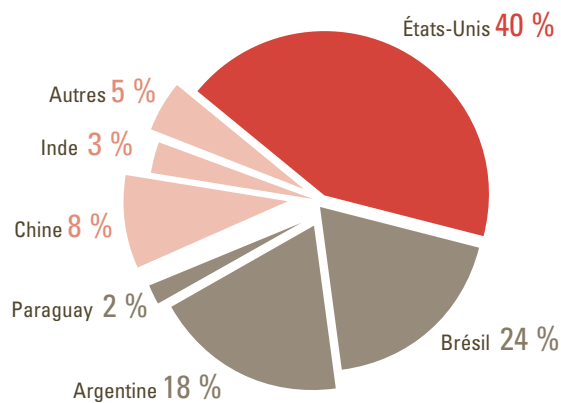
Le soja est une légumineuse consommée depuis 5 000 ans en Asie, où il constitue encore une part importante de l'alimentation humaine (tofu, lait de soja, sauce de soja).

Les "pousses de soja" en revanche ne sont pas du soja : ce sont des pousses de haricot (mungo).

Riche et connu pour ses vertus médicinales, le soja se substitue avantageusement à la viande et aux produits laitiers et son utilisation dans l'alimentation humaine se développe peu à peu.

Par contre, l'expansion du soja en Amérique du Sud est avant tout destinée à l'alimentation animale (farines, tourteaux à partir des graines de soja, de plus en plus OGM).

Répartition de la production mondiale de soja en 2004 (source USDA)



Les acteurs et les conditions de l'expansion du soja

1
2
3
4
5
6
F I C H E

Culture développée sous l'impulsion des grandes industries alimentaires, le soja est fortement inséré dans les échanges mondiaux qui concernent 3/4 du grain et 1/3 des tourteaux. Par comparaison le commerce mondial du riz ne concerne que 4 % de la production totale. L'expansion du soja est financée par les institutions financières internationales.

Une filière dominée par les négociants

Aujourd'hui, un oligopole de multinationales détient les intérêts de la filière dans les zones de production, de transformation et de distribution, aux côtés de quelques grands acteurs nationaux (généralement spécialisés dans un seul maillon de la filière).

La filière est tout aussi concentrée en ce qui concerne les négociants et les transformateurs. Quatre groupes se partagent l'essentiel du marché sud-américain : les trois états-unisens Archer Daniels Midlands, Bunge et Cargill et le groupe français Dreyfus. Ils sont également présents en Europe. Ces quatre sociétés assuraient, en 2005, 61 % du total des exportations du Brésil en grains, farine et huile, et de 59 % des triturations internes : au moins 32 millions de tonnes de soja sont passées entre leurs mains.

Les exploitations familiales bénéficient peu des soutiens publics. En l'absence de politiques volontaristes pour les soutenir, elles sont condamnées soit à s'intégrer par contrat auprès de ces entreprises, soit à disparaître.

Une expansion financée par les IFI

La Société financière internationale (SFI), groupe Banque mondiale, prête ou facilite les prêts à des entreprises investissant dans le soja. En termes de volumes financiers, les prêts octroyés ou facilités par la SFI sont relativement faibles mais ils représentent une caution qui permet de recourir à des prêts plus importants auprès de banques ou des consortiums privés. La France, avec 5 % des voix et un des cinq représentants permanents désignés au sein de cette instance, a un poids important.

Agir sur ces deux leviers

C'est pourquoi, les acteurs de la campagne interpellent :

- Le ministre français de l'Économie, des Finances et de l'Industrie pour lui demander :
 - de veiller à ce que la France n'approuve plus de financement pour des opérations liées à l'expansion du soja,
 - plus globalement, de promouvoir auprès des institutions financières internationales des stratégies de développement renforçant l'agriculture paysanne.
- Les présidents de Cargill France et de Louis-Dreyfus Négoce, acteurs majeurs de la filière, aussi bien en Europe qu'en Amérique du Sud pour leur demander :
 - de mesurer les impacts sociaux et environnementaux de leurs activités de production dans la filière soja, d'en rendre compte publiquement et de remédier aux effets négatifs avec les acteurs sociaux concernés,
 - de s'assurer que les acteurs économiques avec lesquels ils travaillent fassent de même.

Plus globalement, les acteurs de la campagne :

- Recommandent l'adoption de politiques de commerce agricole qui reconnaissent le droit à la souveraineté alimentaire, en particulier le droit à protéger et soutenir les productions vitales pour le développement rural, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté.
- Et demandent aux États d'assumer leur rôle de régulation des entreprises, notamment en posant des conditions à leur installation et à leurs activités, mais aussi en veillant à les contrôler et à imposer la transparence.

Situation et mobilisation au Brésil et en Argentine

1
2
3
4
5
6
FICHE

Brésil et Argentine représentent à eux deux 42 % de la production de la planète. Qui dit plus de soja dit de moins en moins de forêt, une menace permanente sur des écosystèmes fragiles et une perte irréversible en terme de biodiversité. Danger auquel s'ajoute les risques d'une culture toujours plus OGM.

Brésil

2^e producteur mondial avec 53 millions de tonnes, produites sur 22 millions d'ha, 73 % destinées à l'exportation, 47 % des terres cultivées en grains consacrées au soja.

Complexe soja (grains, tourteaux, huile) : 24,5 % des exportations agro-alimentaires en 2004-2005, suivies par la viande (16,5%).

Au Brésil, la destruction de l'environnement

En 2004, le défrichement de la forêt amazonienne pour la culture du soja a fait un bond de 23 %. Depuis 1998, 270 000 km² de forêt ont disparu dont la moitié directement attribuable au soja, l'équivalent d'un quart de la France. Mais la forêt n'est pas le seul écosystème menacé. C'est dans la zone du Cerrado, deuxième plus grand écosystème du Brésil après l'Amazonie, (savane arborée renfermant l'une des plus grande biodiversité du monde qui couvre 200 millions d'hectares soit 1/4 de la surface du Brésil) que l'expansion et donc les destructions sont les plus importantes actuellement. L'Etat brésilien estime à 70/100 millions d'ha la surface disponible pour accroître la production de soja (dont 30 à 40 millions d'ha dans le Cerrado, 7 millions en Amazonie).

■ *Au Brésil, la plate-forme Articulação soja, créée en 2003, est une articulation d'ONG environnementalistes, rejointes par des mouvements sociaux, et qui cherche aujourd'hui à associer les syndicats paysans. La plate-forme aborde les questions des choix en matière de politique agricole, des violations des droits de l'homme, des atteintes à l'environnement. Il existe également une campagne "Pour un Brésil libre de transgéniques" destinée à informer les paysans d'abord, mais aussi les décideurs politiques et l'opinion publique, des conséquences liées à la diffusion des OGM.*

Argentine

3^e producteur mondial avec 39 millions de tonnes, produites sur 14,3 millions d'hectares, 50 % des terres cultivées en grains 90 % de la production destinée à l'exportation.

En Argentine, les revers du soja OGM

La variété "Round up ready" (soja résistant à un herbicide total), développée par Monsanto, occupe 60 % des surfaces consacrées au soja dans le monde. En Argentine, 90 % du soja est OGM. Introduit dans les années 90, la variété OGM s'est offerte comme une solution miracle contre les mauvaises herbes. Mais dès 2001, des mauvaises herbes résistantes sont apparues et les applications ont augmenté : la consommation de désherbant est ainsi passée à 150 millions de litres en 2003 contre 13,9 millions en 1997. Les agriculteurs qui font le choix des semences OGM se retrouvent liés à un véritable paquet technologique, comprenant engrais, semences et herbicides et n'ont aucun regard sur la semence livrée.

■ *En Argentine, les organisations paysannes travaillent à la fois à la recherche d'alternatives et au plaidoyer politique. Le Mocase (Mouvement des paysans de Santiago del Estero), par exemple, utilise les médias pour dénoncer les conséquences de l'expansion du soja et a recours à la justice pour lutter contre les violations des droits de l'homme ou les expulsions de paysans. Il diffuse également des documentaires dans les villages et lors de festivals cinématographiques, organise des séminaires avec l'appui de différentes ONG et assure des formations dans les universités.*

Situation et mobilisation au Paraguay, en Bolivie et en Europe

1
2
3
4
5
6
FICHE

La Bolivie et le Paraguay se sont également engagés dans la culture massive du soja, pour répondre à une demande de plus en plus forte de l'Asie et de l'Europe.

Paraguay

5^e producteur mondial, 4,3 millions de tonnes produites, 58 % de hausse des surfaces consacrées en 10 ans, 1,75 million d'ha soit 50 % des surfaces cultivées en grains consacrées au soja.

Au Paraguay, mal-développement, graine de misère

Au Paraguay, les terres passent aux mains des grands exploitants pour y cultiver du soja. La course à la concentration et l'éviction des petits producteurs génère exode rural et déperissement dans les petites villes. Depuis, 1999, 14 000 familles soit à peu près 100 000 personnes auraient quitté la campagne pour aller grossir les périphéries des grandes villes. La misère touche 25 % des agriculteurs paraguayens.

■ *Au Paraguay, une campagne a été lancée en janvier 2006 par une manifestation dans la capitale Asunción. Elle vise à dénoncer les violations des droits humains, à sensibiliser les petits paysans aux impacts négatifs de la culture du soja et à appuyer leur mobilisation. Pour interpeller le grand public, les organisations porteuses de cette campagne, utilisent largement les radios communautaires mode d'information privilégié des paysans, diffusant sur l'ensemble du territoire.*

Bolivie

Plus de 600 000 hectares consacrés à la culture du soja et 1 million de tonnes produites
90 % de la production destinée à l'exportation.

En Bolivie, le creusement des inégalités

Le boom de la culture du soja en Bolivie a fait de Santa Cruz de la Sierra, la capitale économique du pays, une capitale économique totalement dépendante de cette culture, avec les risques économiques que cela implique. D'autant que cette culture profite essentiellement aux grands producteurs brésiliens qui ont largement investis la région : 1/3 du revenu généré par le soja dans la région est le fait de ces grands producteurs. Si bien que les inégalités de revenus s'aggravent : la Bolivie est au deuxième rang mondial des pays ayant la plus forte inégalité de distribution des revenus.

■ *En Bolivie, des espaces de discussion entre petits producteurs sont mis en place pour travail-*

ler au développement de modes de production plus responsables, basés sur des critères de responsabilité sociale et environnementale.

Europe

Des besoins en protéines végétales de 50 millions de tonnes par an, 35 millions de tonnes de soja importées par an (78 % de ses besoins).

2000 : interdiction des farines animales, choix du "tout importation" de soja plutôt que du développement des cultures d'oléagineux et de la recherche de substituts en Europe.

France : 4,5 millions de tonnes importées par an, essentiellement du tourteau.

En Europe : intensification à outrance, montagne d'excédents

La spécialisation de l'Europe dans l'élevage avec développement de l'élevage hors-sol depuis les années 60 a produit la concentration des élevages (l'Europe représente 7 % de la population mondiale, elle élève 20 % des porcs et 12 % des volailles). Un tel niveau de production n'est possible que parce que le soja, constituant essentiel de l'alimentation de ces élevages industriels, est importé à moindre coût et non produit directement sur le territoire européen. Cette concentration des élevages se traduit par la pollution des eaux, des risques sanitaires accrus du fait de la densité des élevages, etc. L'industrialisation permise est à l'origine d'une forte production d'excédents que l'on réexporte : c'est le cas notamment de la volaille réexportée vers l'Afrique avec des conséquences désastreuses pour les agricultures locales (cf. campagne "l'Europe plume l'Afrique").

■ **En Europe des alternatives techniques et politiques sont possibles, elles visent à :**

- *Augmenter la production de protéines végétales : utiliser les terres en jachère, reconvertir les surfaces de céréales destinées à l'exportation.*
- *Réduire les besoins en protéines : revenir à des systèmes herbagers pour les bovins, limiter fortement la production et les exportations de porcs, de volailles, de produits laitiers.*
- *Rechercher et promouvoir des aliments de substitution pour l'élevage.*
- *Désintensifier les productions, mieux les répartir sur le territoire et promouvoir des filières courtes.*

L'engagement des organisations françaises dans la campagne

1
2
3
4
5
6
FICHE

CCFD

Cette campagne s'inscrit dans le travail du CCFD pour la promotion de la souveraineté alimentaire, elle se situe dans le prolongement et en cohérence avec la campagne "L'Europe plume l'Afrique". Interpellé par ses partenaires en Amérique latine qui se trouvent confrontés à l'expansion massive de la culture du soja, le CCFD lance une campagne de sensibilisation de l'opinion française et qui interpelle les responsables de cette expansion. Un tel niveau de production n'est possible que parce que l'Europe importe largement ce constituant essentiel de l'alimentation des élevages industriels. Le CCFD relaiera la pétition à travers son réseau de bénévoles.

4, rue Jean Lantier 75001 Paris
Tél. : 01 44 82 80 00.

Dossier de 24 pages "Résister à l'empire du soja" *Faim développement Magazine* janvier-février 2006. Vidéo "L'or vert" 24' réalisée par Cordaid (Pays-Bas) diffusion CCFD. Messages sur le CD Campagne radio 2006.

Réseau Cohérence

Cette campagne s'inscrit pour Cohérence dans un vaste mouvement visant à mettre en œuvre des modes de production, d'échanges et de consommation plus équitables, respectueux des hommes, des territoires et des ressources naturelles. Consommateurs, paysans, protecteurs de la nature, artisans ou professionnels de la santé, du nord ou du sud, doivent s'allier et œuvrer en synergie pour soutenir des méthodes de production et d'aménagement s'inspirant des principes de développement durable.

6, rue Rochambeau 56100 Lorient
Tél. : 02 97 84 98 18.

Dossier dans *Cohérence* n° 51 mai 2006.

Confédération paysanne

Cette campagne s'inscrit dans le projet "Agriculture paysanne" portée avec de nombreuses organisations paysannes internationales au sein de la Via Campesina et qui repose sur la souveraineté alimentaire. Elle revendique le droit pour chaque pays ou région de pouvoir faire le choix d'une agriculture qui réponde prioritairement à la satisfaction de ses besoins alimentaires dans le respect de ses paysans, de l'environnement et de la biodiversité.

81, avenue de la République 93170 Bagnolet
Tél. : 01 43 62 04 04.

Dossier à paraître dans *Campagnes solidaires de mars* 2006.

GRET

Cette campagne est l'occasion pour le GRET de dénoncer les impacts négatifs de la libéralisation des échanges commerciaux sur l'agriculture paysanne et sur l'environnement, dans les pays du Nord comme du Sud. Elle lui permet également d'interpeller nos dirigeants sur une nécessaire régulation du commerce agricole mondial, fondé sur le droit pour chaque pays ou région du monde de mettre en place des politiques agricoles favorisant leur développement économique, social et environnemental et garantissant la sécurité alimentaire de leurs populations.

211-213, rue La Fayette 75010 Paris
Tél. : 02 40 05 61 61.

Réseau agriculture durable

Le RAD attache une grande importance à l'autonomie en protéines végétales, laquelle procure une cohérence entre productions végétales et animales, en valorisant les ressources présentes sur les fermes. Des substitutions à l'importation du soja (transgénique) sont possibles, et il est important de les faire connaître aux agriculteurs ainsi qu'à un large public. Les agriculteurs du RAD sont solidaires des organisations paysannes d'Amérique latine qui œuvrent à faire reconnaître une agriculture familiale et durable, par la diversification des productions, l'agro-écologie, et les circuits courts.

17, avenue du Bas-Village 35577 Cesson-Sévigné Cedex - Tél. : 02 99 77 39 24.

Dossier dans *Transrural initiatives* 28 février 2006.

A paraître : nouvelle version de "Cultiver son autonomie en protéines" et un dossier pédagogique sur les protéines végétales.

En partenariat avec des mouvements chrétiens de jeunes et d'adultes engagés en milieu rural : CMR (Chrétiens dans le monde rural), MRJC (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne).

Cette campagne est soutenue par 19 autres associations (voir liste au dos de la jaquette).